

La France prône la création d'assurances maladie dans les pays pauvres

PARIS (AFP) - La France a prôné mercredi au cours d'une conférence internationale à Paris la création de systèmes d'assurance maladie dans les pays pauvres, notamment en Afrique, mais des ONG ont défendu de leur côté la gratuité des soins afin d'aider des millions de personnes.



Bernard Kouchner le 5 mai 2008 au Quai d'Orsay à Paris (© AFP - Jacques Demarthon)

"Chaque année, plus de 100 millions de personnes passent en dessous du seuil de pauvreté pour cause de maladie et d'invalidité", a déclaré le ministre des Affaires étrangères Bernard Kouchner.

Le chef de diplomatie française s'adressait aux représentants de 65 pays, institutions internationales, organisations non-gouvernementales et entreprises privées au cours d'une conférence sur le financement des systèmes de couverture maladie dans les pays pauvres.

Rappelant que la santé était "la condition première du développement", M. Kouchner a estimé qu'il fallait "impérativement impliquer les populations".

"Leur initiative, leur participation y compris financière quand c'est possible, sont indispensables", a-t-il ajouté.

"Le monde en développement ne peut pas vivre de la charité", a affirmé l'ancien "French Doctor".

"Une fois opérationnels et bien contrôlés par les populations elles-mêmes, les systèmes d'assurance ne coûtent pas cher", a poursuivi le ministre, soulignant la nécessité de "mécanismes de financement innovants", en faisant appel au secteur privé et à la micro-finance.

Mais plusieurs ONG comme Oxfam et Médecins du Monde ont estimé que la gratuité de l'accès aux soins était le seul garant d'une couverture maladie universelle, affirmant que les systèmes d'assurance maladie dans les pays en développement excluaient les plus pauvres.

"Le mécanisme d'assurance, qui oblige à une contribution, n'est pas extensible à l'ensemble de la population", a affirmé Michel Brugière, directeur général de Médecins du Monde. "Il est important pour nous que le système de protection sociale intègre une part significative de financement public", a-t-il ajouté.

Les ONG ont appelé les gouvernements africains à respecter leur engagement de consacrer 15% de leur budget à la santé et les pays riches à honorer leurs promesses d'aide aux pays en développement.

"Les bailleurs de fonds ne devraient pas envisager l'assurance maladie comme un substitut de l'aide au développement", a souligné Oxfam dans un communiqué.

La conférence, présidée par l'ancien ministre de la Santé Michèle Barzach, doit se pencher sur des initiatives au Maroc, en Thaïlande et au Rwanda en matière de couverture maladie, même si, ailleurs, pratiquement tout reste à faire malgré de multiples engagements pris au sein de l'ONU, du G8 ou de conférences spécialisées.

Cette réunion, qui n'a pas vocation à déboucher sur de nouvelles promesses chiffrées ou de montants précis de financements, doit notamment examiner la façon de mieux coordonner et mobiliser davantage les fonds internationaux déjà disponibles.

Bernard Kouchner a souligné la "minceur" du bilan des objectifs du Millénaire pour le développement que la communauté internationale s'était engagée à réaliser d'ici à 2015, notamment en matière de santé.

"Depuis sept ans, malgré nos efforts, les inégalités se creusent. L'Afrique, en particulier l'Afrique sub-saharienne, reste à la traîne", a-t-il déploré.

Le ministre a également affirmé la volonté de la France de faire de cette question de la santé l'une des priorités de la présidence de l'Union européenne qu'elle assurera au second semestre 2008.